

## • La lutte contre le sida, grande cause nationale ?

Face à l'inquiétante reprise à la hausse des contaminations par le VIH en France depuis deux ans, ELCS a demandé au Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin de déclarer la lutte contre le sida « grande cause nationale » pour l'une des années de sa mandature. Ce label assurerait notamment la diffusion massive de messages de prévention dans les grands médias, comme ce fut le cas en 1987, sous l'impulsion de la Ministre de la santé Michèle Barzach.

## • Relance du groupe d'études sur le sida à l'Assemblée nationale

Jean-Louis Debré, président de l'Assemblée nationale, a répondu favorablement à notre requête de reprise des travaux parlementaires sur les problèmes législatifs liés au VIH (le groupe de travail ne s'est plus réuni depuis 5 ans). Jean-Louis Debré, qui interviendra sur ce thème lors des VII<sup>èmes</sup> Etats Généraux

d'ELCS, nous assure qu'il « ne manquera pas de favoriser la participation de l'Assemblée nationale à la mise en œuvre d'une politique de lutte la plus efficace possible contre ce fléau » et que « la mise en place d'un groupe d'études [lui] paraît à cet égard une voie à emprunter ».

• A la veille de la **14<sup>e</sup> Conférence Internationale sur le Sida de Barcelone**, Jean-Luc Romero a souhaité rappeler au Président réélu ses engagements en matière de lutte contre le Sida et de réduction des risques auprès des usagers de drogue.

Les indicateurs épidémiologiques (syphilis, IST, VIH), le relâchement massif des pratiques de protection ainsi que l'ampleur de la pandémie au Sud requérant une intervention et une parole fortes et déterminées de l'Etat français, le président d'ELCS a fait part à Jacques Chirac de quelques mesures prioritaires à mettre en place : respect des engagements de la

France en matière de solidarité internationale, déclaration du Sida « grande cause nationale », reconnaissance accrue et pérennisation des financements aux associations nationales et locales de lutte contre le Sida et de réduction des risques auprès des toxicomanes, restauration d'une véritable politique publique de prévention en lien étroit avec les associations de terrain, poursuite et amplification de la politique des réduction des risques chez les usagers de drogue, application effective de la loi de juillet 1987 sur l'intégration des personnes handicapées... En retour, Jacques Chirac nous a assuré de « la priorité » qu'il « attache à la lutte contre ce terrible fléau ».

• Les membres du bureau d'ELCS s'associent à la peine de notre amie et présidente d'honneur SHEILA, suite aux décès successifs, au cours de l'été, de son père et de sa mère. Qu'elle soit assurée de toute leur amitié et de leur plus chaleureux soutien dans cette douloureuse épreuve.

## LE CALENDRIER DU PRESIDENT

• **5 juillet 2002** : journée départementale d'ELCS à Marseille. Rencontre avec Jean-François MATTÉI, Ministre de la Santé, puis avec Renaud MUSELIER, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, 1<sup>er</sup> adjoint au Maire de Marseille.

• **7-12 juillet 2002** : participation à la 14<sup>e</sup> conférence internationale sur le sida à Barcelone.

• **26-27 juillet 2002** : rencontre à Genève (Suisse) avec Ernest MOBIO, maire d'Abidjan et coordinateur de l'Alliance des Maires sur le VIH/Sida en Afrique.

• **30-31 août 2002** : participation au débat sur les politiques de santé

de l'université d'été des Jeunes UDF au Karellis (74).

• **13 septembre 2002** : journée départementale d'ELCS à Dijon.

• **23 septembre 2002** : réunion du bureau du CRIPS Ile-de-France à l'ORS.

• **30 septembre-4 octobre 2002** : déplacement au Mali, au Burkina-Faso et au Bénin dans le cadre du mandat confié à ELCS par l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF).

• **7 octobre 2002** : Réunion du bureau d'ELCS.

• **9 octobre 2002** : visite de l'association Espoir Goutte d'Or (Paris)

en compagnie de Francine BAVAY, vice-présidente de la Région Ile-de-France, et de Christophe NAJDOVSKI, conseiller de Paris.

• **11 octobre 2002** : débat sur le sida avec le conseil municipal des jeunes de Châlons-en-Champagne (51).

• **6-11 novembre 2002** : intervention aux conférences sida organisées par les MAE français et chilien (Chili).

• **23 novembre 2002** : septièmes états généraux d'ELCS au Conseil régional d'Ile-de-France.

• **29 novembre 2002** : journée départementale à Perpignan (66).

## COUPON-RÉPONSE

à adresser à ELCS - 84, rue Quincampoix, 75003 Paris - Tél. : 01 42 72 36 46 - Fax : 01 42 72 37 57 - E-mail : elcs@wanadoo.fr

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : ..... VILLE : .....

MANDAT(S) : .....

- Souhaite adhérer à ELCS - (25 € : élus non indemnisés, 31 € : élus indemnisés, 46 € : soutien).
- Souhaite recevoir les Actes des 6<sup>èmes</sup> Etats Généraux (10 € pour participation aux frais).
- S'abonne à "ELCS Infos" (46 € : individuels - 76 € : institutionnels).

Tous règlements par chèque doivent être libellés à l'ordre d'ELCS.

## EDITORIAL

par

### Monsieur Ernest N'Koumo MOBIO,

Maire d'Abidjan

Coordinateur de l'Alliance des Maires et Responsables municipaux sur le VIH/Sida en Afrique.

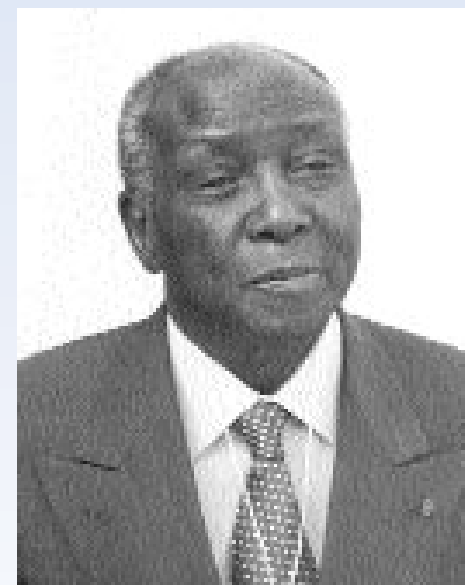
**D**e tous les pays affectés par le VIH/Sida, les pays africains au sud du Sahara sont les plus touchés. Les chiffres sont là, qui traduisent la dure réalité puisque sur les 40 millions de personnes vivant avec le VIH/Sida, 29 millions sont en Afrique.

Malgré la mobilisation de la communauté internationale, la pandémie du sida continue sa progression avec 3,5 millions de nouveaux cas enregistrés en 2001. Cela signifie que les efforts consentis sont louables mais restent largement insuffisants au regard de l'ampleur et de la complexité du combat qu'ensemble nous devons engager contre le sida.

Il faut donc aller plus loin en rassemblant tous nos moyens, humains, matériels et financiers en vue de construire une solidarité plus grande et plus forte. Car en effet, il n'est pas tolérable au nom de la morale, qu'ici on se soigne et qu'ailleurs, en Afrique notamment, on n'ait pas accès aux médicaments à cause de leurs coûts élevés.

Face aux défis du sida, à l'instar de l'Association des Elus Locaux contre le sida et comme les autres associations à but similaire, les Maires et Responsables municipaux africains ont créé en 1998 à

Abidjan une Alliance pour lutter contre le sida en Afrique. Ainsi, à travers leur Programme AMICAALL (Alliance of Mayors Initiative for Community Actions on Aids at Local Level), les Maires Africains conduisent des actions pertinentes de lutte contre le sida à travers les Alliances Nationales.



La stratégie AMICAALL que mettent en œuvre les Alliances nationales porte prioritairement sur la mobilisation de tous les acteurs locaux et de toutes les ressources disponibles, aussi bien à l'intérieur

qu'à l'extérieur, en vue de la sensibilisation des populations, l'objectif étant d'atteindre très rapidement, en ce qui concerne le sida, l'ignorance zéro.

Les résultats sont encourageants, mais dans le combat que mène l'Alliance contre le sida, le facteur limitant demeure les moyens financiers pour soutenir les Alliances nationales, les municipalités dans leurs programmes d'aide à la scolarisation des orphelins, aux ménages affectés, aux associations nationales de personnes vivant avec le VIH et le sida afin de combattre la peur, la discrimination, toutes choses qui contribuent à la propagation de la pandémie.

Devant les ravages du sida, l'Alliance considère que le développement durable n'est pas qu'un seul mouvement écologique mais doit concerner également la lutte contre la pauvreté et le sida. C'est pourquoi nous espérons que le programme d'action du Sommet de la Terre à Johannesburg sur la pauvreté et le sida sera effectif à très brève échéance afin de permettre la mise en place rapide d'une riposte vigoureuse contre le VIH/Sida.

Il y va de l'avenir de notre monde, d'autant que le sida n'a ni pays, ni frontière.

## SOMMAIRE

Editorial d'Ernest N'Koumo Mobio .....	1
"Paris, une ville qui s'engage" par Philippe Ducloux .....	2
"Collectivités territoriales et Sida, l'exemple de l'ODPS" par Daniel Chazal.....	3
Actualités et calendrier du Président .....	4

Directeur de la publication :  
Jean-Luc ROMERO  
Secrétariat de rédaction :  
Juliette ROSSET-CAILLER

Diffusion : 6000 exemplaires  
Imprimerie ARLYS - 01.34.53.62.69

## « PARIS : une ville qui s'engage ! »

par Philippe DUCLOUX,

Vice-président d'ELCS, 1<sup>er</sup> adjoint au maire du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris

Depuis l'arrivée de Bertrand DELANOË à la Mairie de Paris, la lutte contre le SIDA est enfin devenue une priorité. Presque toutes les associations qui ont présenté des projets innovants et intéressants ont vu leur subvention augmenter. Globalement, le budget de la Ville consacré à la prévention, au soutien et à l'accueil des malades a été multiplié par deux. Cette année, le montant global des subventions consacrées à la lutte contre le SIDA s'élève à 1 046 148 euros. Outre cet engagement financier, il est important d'insister sur la vaste campagne de communication : 15 visuels différents sous le nouveau label « Paris Plaisir - Paris Capotes », produits entre décembre 2001 et juin 2002 ! dont deux visuels généralistes de « ré-alerte » avec des cadavres couverts d'un linceul photographiés dans la rue au cœur de Paris : « on meurt encore du sida à Paris » (presque tous les panneaux de la Ville mobilisés quelques semaines, plusieurs insertions dans « Paris le Journal » diffusé à 1 million d'exemplaires), puis trois visuels « ciblés » en affichettes (homosexuels masculins, hétérosexuels multi-partenaires, population festive), puis encore dix visuels pour la campagne d'été ciblant plus les jeunes et les touristes (tirage de 200 000 cartes postales gratuites).

La Mairie de Paris a également lancé un site web consacré à la lutte contre le SIDA ; site qui permet de répondre à des questions concrètes, qui reprend les visuels de la campagne de communication et qui renvoie les internautes sur les associa-

tions existantes. La Ville a souhaité également, dans un souci de prévention permanent en direction des jeunes, augmenter le nombre de préservatifs gratuits distribués (près de



Philippe DUCLOUX  
Vice-président d'ELCS,  
1<sup>er</sup> adjoint au maire du 11<sup>e</sup> arr. de Paris.

400 000 en 2002, 500 000 prévus en 2003 dont 10 % de modèles féminins).

La Ville de Paris a augmenté le nombre d'Appartements de Coordination Thérapeutiques. La Mairie de Paris (au titre du département) les finance à hauteur de 20 %. C'est l'état qui décide du nombre d'appartements réservés et qui finance à hauteur de 80 %.

Dans le domaine de la réduction des risques chez les toxicomanes, la Ville a renforcé la politique de mise en place d'échangeurs de seringues dans un souci de prévention de proximité.

Outre ces efforts financiers importants dans le domaine de la prévention, du soutien et de l'accueil des malades, la Ville de Paris a également été partenaire des journées « Solidays ». Le Maire de Paris a accueilli les Etats généraux de notre association fin 2001 et les premiers Etats Généraux de « Solidays » en juillet dernier. Pour finir, au printemps dernier la Ville de Paris (avec Sida Info Service et AIDES) a participé à l'organisation des Etats Généraux « Homosexualité et Sida » à la Villette.

Je souhaiterais, pour conclure, me réjouir de tous ces efforts consentis par la Ville de Paris dans le domaine de la lutte contre le SIDA. La ville doit remplir sa mission de prévention, d'écoute, de soutien et d'accueil pour faire reculer la maladie. Néanmoins la tâche est grande et il reste beaucoup à faire ! J'insisterai sur un point qui me semble important, c'est la prévention en milieu scolaire. En Ile-de-France, le CRIPS fait un effort indéniable en direction des jeunes lycéens. Mais la Ville de Paris, qui est également département, doit s'engager encore plus dans cette voie pour les années à venir. La prévention en direction des jeunes parisiennes et parisiens doit être la priorité dans les années à venir.

## « Collectivités territoriales et Sida, l'exemple de l'ODPS »

par Daniel CHAZAL,

Secrétaire général d'ELCS, délégué d'ELCS en Rhône-Alpes,  
Conseiller municipal de St Martin d'Hères (38)

C'est en 1987, sous l'impulsion du Conseil général de l'Isère, que naît l'Office Départemental de Prévention du Sida (ODPS), présidé par un élu local, conseiller général. Le financement de cette association est assuré pour une très large part par le Conseil général, ensuite la DDASS et enfin la Ville de Grenoble, pour un budget total de plus de 200.000 €.

L'ODPS fonctionne avec trois salariés : un coordinateur, une animatrice-documentaliste et une secrétaire.

Au plus fort de l'évolution de l'épidémie, cette structure prend très vite ses marques et devient incontournable pour lutter contre cette pandémie qui fait des ravages.

Au sein de l'ODPS se retrouvent des acteurs aussi variés que les représentants des professions de santé, du personnel hospitalier, du monde associatif, des institutions, mais aussi des collectivités territoriales et des réseaux ville-hôpital.

Pour répondre à la demande de sensibilisation, de formation et de prévention, l'ODPS fait ponctuellement appel aux compétences des professionnels et des acteurs de prévention, de dépistage ou de prise en charge.

En apportant son expertise et ses compétences acquises sur le terrain départemental à la réflexion régionale, l'ODPS participe au Programme régional de santé VIH Rhône-Alpes.

De la même façon, après un important travail d'étude de suivi et d'évaluation du précédent plan, il élabore le Plan triennal départemental de lutte contre le VIH/Sida 2002-2005, en matière de prévention, de dépistage, de prise en charge...

Tout au long de l'année, l'ODPS mène diverses actions d'information, de sensibilisation et de prévention : l'activité du service de documentation de l'ODPS est l'une des activités phares de l'association. Elle permet aux professionnels des champs sanitaire, social et éducatif travaillant dans le champ du sida, mais également au grand public et aux étudiants d'accéder aux ressources documentaires et aux supports pédagogiques.

Depuis 1998, l'Office a étendu ses compétences à des actions de formation : il apporte notamment son expérience à des associations de formation médicale continue et a récemment contribué à la réflexion des CISIH de Rhône-Alpes sur la question de la place des collectivi-

tés locales dans la prise en charge de l'infection à VIH et sur les interactions possibles entre les différents intervenants (Etat, Département, municipalités, Région).

En tant que secrétaire général, je représente Elus Locaux Contre le Sida au Conseil d'administration de l'ODPS. ELCS y a toute sa place, étant associée à de nombreux groupes de travail, notamment le groupe prévention du plan triennal.

Après 15 années d'existence, l'ODPS a adapté et su faire évoluer ses missions avec le contexte et les enjeux de l'épidémie, en partenariat avec un paysage d'acteurs aussi varié que possible. Acteurs associatifs, institutionnels, collectivités locales, professionnels médico-sociaux ou médico-psychologiques... : ce paysage a lui aussi amplement évolué et s'est élargi au gré des mobilisations et des démobilisations, mais surtout au regard du visage de l'épidémie, notamment depuis le développement des multithérapies. Les nouvelles problématiques en matière de prévention, de prise en charge et, plus largement, de santé publique, sont ainsi mieux prises en compte.

## Programme des VII<sup>èmes</sup> Etats Généraux d'ELCS

Samedi 23 novembre 2002 au Conseil régional d'Ile-de-France  
(horaires et intervenants à confirmer)

### « Vers une mobilisation nationale et internationale »

**09 h 00 :** Accueil des participants : Philippe LOHEAC, trésorier d'ELCS.

**09 h 05 :** Message de Jacques CHIRAC, président de la République.

**09 h 15 :** Ouverture des Etats Généraux par Jean-Paul HUCHON, président du Conseil régional d'Ile-de-France.

**09 h 25 :** Message de Christian PONCELET, président du Sénat.

**09 h 35 :** Intervention du Professeur Willy ROZENBAUM, chef du service des maladies infectieuses et tropicales à l'Hôpital Tenon.

**09 h 45 :** Intervention de Michèle BARZACH, ancienne ministre.

**09 h 55 :** Intervention d'Ernest N' Koumo MOBIO, maire d'Abidjan, coordinateur de l'Alliance des maires et Responsables Municipaux sur le VIH/Sida en Afrique.

**10 h 05 :** Table ronde présidée par Dominique VERSINI, secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité et l'exclusion,

conseillère régionale d'Ile-de-France.

*Avec comme participants :*

– Camille CABRAL, conseillère du 17<sup>e</sup> arr. de Paris, directrice de PASTT,

– Christian FEUILLET, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France chargé des relations internationales,

– Docteur Didier JAYLE, directeur du CRIPS Ile-de-France,

– Roger KAROUTCHI, sénateur des Hauts-de-Seine, conseiller régional d'Ile-de-France,

– Brigitte LAHAIE,

– Bernard LEHIDEUX, président de groupe au Conseil régional d'Ile-de-France,

– Corinne LEPAGE, ancienne ministre,

– Nicole MAESTRACCI,

– Anthony MANGIN, vice-président d'ELCS, adjoint au maire de Drancy,

– Didier ROBERT, coordinateur du journal Alter Ego de l'association Espoir Goutte-d'Or.

**11 h 40 :** Intervention de Pierre BEDIER, secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la Justice, conseiller régional d'Ile-de-France.

**11 h 50 :** Message de Bertrand DELANOË, maire de Paris.

**12 h 00 :** Intervention de Jean-Louis DEBRE, président de l'Assemblée nationale.

**12 h 10 :** Intervention de SHEILA, présidente d'Honneur d'ELCS.

**12 h 20 :** Intervention de Jean-Luc ROMERO, président d'ELCS, conseiller régional d'Ile-de-France.

**12 h 30 :** Clôture par Jean-François MATTEI, ministre de la Santé.

**12 h 45 :** FIN.

*Les invitations nominatives vous seront adressées vers la mi-octobre.*

Merci aux  
parrains  
d'ELCS:



GlaxoSmithKline  
Partenaire dans la lutte contre le VIH



Schering-Plough MILD T